



4e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique

#ParIAmericasCC #TimeForAction

La 4e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique s'est déroulée à l'Assemblée nationale du Suriname. Elle a rassemblé parlementaires, spécialistes et représentants de la société civile pour participer à une série de sessions de travail examinant l'idée générale de Promouvoir l'action climatique grâce à la législation et au contrôle parlementaire. Les participants ont échangé des bonnes pratiques et des expériences, et ont étudié des actions législatives clés contribuant à conduire un agenda climatique ambitieux afin d'atteindre l'objectif de l'Accord de Paris consistant à maintenir la hausse de la température mondiale moyenne à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels.

THÈME

Faire progresser l'action climatique par le biais de la législation et le contrôle parlementaire

LIEU

Paramaribo, Suriname

DATE

8-9 août 2019

PARTICIPANTS

Plus de 50 parlementaires, représentantes et représentants de la société civile et d'organisations internationales provenant de 16 pays



Cette activité s'aligne avec les ODD 11, 12, 13, 14, 15, 17

Résumé de la rencontre

Le discours d'ouverture a été [donné](#) par Mme **Ana F. González Guerrero**, co-fondatrice et directrice générale de Youth Climate Lab. Mme González a souligné la valeur et l'importance de la création de partenariats entre les parlements et les jeunes dans la prise de décisions politiques audacieuses répondant à la « crise climatique » face à laquelle nous nous trouvons. Ce discours a été suivi d'une série de sessions de travail évoquant : les résultats de la COP24 et les attentes pour la COP25 et son importance dans le travail des parlements; les bonnes pratiques législatives abordant les différentes facettes environnementales du rapport [GEO-6](#); les différents mécanismes de marché et hors marché que les pays peuvent utiliser pour collaborer et encourager différents acteurs à adopter des pratiques plus durables du point de vue du climat; et enfin, le besoin d'élever l'ambition et la façon dont les parlementaires peuvent le permettre à travers le financement climatique.



Inauguration

Cette rencontre a été inaugurée par son hôtesse, l'honorable présidente de l'Assemblée nationale et vice-présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique pour l'Amérique du Sud, **Jennifer Simons** (Suriname), ainsi que par la membre de l'Assemblée nationale et vice-présidente adjointe pour l'Amérique du Sud, **Ana Belén Marín** (Équateur).

Les participants ont profité de cette réunion pour saluer le président sortant du Réseau parlementaire sur le changement climatique, **Javier Ortega** (Panama), ainsi que son travail durant ses années de service.

Le réseau sur le climat ne se contente pas de discuter des problèmes du changement climatique, des sciences et des débats autour de ce sujet. Nous aidons les parlements des pays américains et caribéens à agir au sein de leurs frontières et d'une manière qui leur est propre. L'heure de se contenter de parler est clairement révolue. Le GIEC a déclaré au monde entier que nous avons moins de 12 ans pour éviter une catastrophe climatique, et plusieurs scientifiques pensent que nous pourrions avoir encore moins de temps. Nous montrons les façons dont les parlements abordent le changement climatique, élèvent la volonté politique et répondent à l'urgence d'agir, car ils ont le pouvoir d'avoir des impacts positifs sur le monde.



L'honorable **Jennifer Simons**, présidente de l'Assemblée nationale (Suriname), vice-présidente du RPCC pour l'Amérique du Sud et membre du Conseil de ParlAmericas

Le parlement doit identifier les secteurs les plus vulnérables et les aider à gagner en résilience. De même, nous pouvons adopter des réglementations applicables par le pouvoir exécutif et disposer de protocoles nous permettant d'avoir une vision bien plus large de l'Amérique et des Caraïbes, ce qui nous permettra de recevoir davantage de contributions afin que les décisions prises par nos parlements soient les mieux adaptées possible.



Ana Belén Marín, membre de l'Assemblée nationale (Équateur), vice-présidente adjointe du RPCC pour l'Amérique du Sud et membre du Conseil de ParlAmericas

Il y a quelques années, toutes les personnes impliquées dans cette organisation ont décidé que la question du changement climatique devait être un sujet transversal dans nos dialogues. Nous avons décidé cela car nous comprenons que ce sont les êtres humains qui détruisent notre planète. Parfois nous le comprenons, mais nous ne l'assimilons pas suffisamment pour élaborer des actions permettant d'inverser la situation.



Javier Ortega, président sortant du Réseau parlementaire sur le changement climatique

Discours d'ouverture : Point de vue des jeunes sur l'action climatique internationale

Ana F. González Guerrero, représentant le [Youth Climate Lab](#), a prononcé un discours percutant, rappelant aux participants la réalité climatique catastrophique du monde et que les actions mises en place dans les Contributions déterminées au niveau national (CDN) ne suffisent pas à respecter l'Accord de Paris tandis que nous allons vers un réchauffement planétaire de 3° C, aux impacts fatals pour de nombreuses nations déjà vulnérables. Mme González a toutefois remarqué que les parlementaires en partenariats avec d'autres acteurs comme les jeunes, ont la possibilité d'influencer et d'établir des objectifs et des cadres législatifs ambitieux pour garantir que les pays passent à la vitesse supérieure et créent un monde « inclusif, équitable et prospère. »

Durant son intervention, elle a mentionné des exemples et des cas de jeunes, et en particulier de jeunes femmes dirigeantes qui collaborent et agissent pour créer des solutions climatiques et renforcer la mobilisation des jeunes. Pour conclure, elle a réalisé un sondage pour évaluer le niveau de collaboration avec les jeunes des parlementaires participant. En dévoilant les [résultats du sondage](#), elle a souligné que la plupart des pratiques rapportées concernaient l'information des jeunes et moins la création de partenariats avec eux, ce qu'elle a considéré comme une opportunité pour renforcer cette collaboration. Ce sondage a également permis de créer un nuage de mots représentant ce qu'évoquait une action climatique dirigée par des jeunes aux participants.



Nous sommes inquiets du niveau et du rythme d'action qui sont absents. À ce stade, une victoire lente en matière de changement climatique revient à une défaite... En tant que génération de jeunes la plus grande de l'histoire, nous voulons agir comme partenaires. Et honnêtement, vous avez besoin de nous en tant que partenaires. La collaboration intergénérationnelle est la clé. Je le répète : les jeunes peuvent vous aider, non seulement en tant qu'acteurs et électeurs, mais également en tant que partenaires et créateurs de solutions. Nous sommes celles et ceux qui devront assumer vos réussites ou vos échecs. Nous pouvons échouer à réparer nos erreurs ou vous pouvez nous léguer un monde plus propre, plus sain et plus sûr.



Ana F. González Guerrero,
Cofundadora e Diretora
Administrativa do Youth
Climate Lab

As formas de envolver os jovens vão além do alcance da mensagem de um parlamento, por meio dos canais tradicionais:

- ➔ Permet une production participative et de minimiser le risque d'idées pour accélérer l'action innovante
- ➔ Apporte des opinions peu coûteuses que des consultants ne peuvent pas apporter
- ➔ Aide à créer des capacités et forme de futurs dirigeants - les investissements d'aujourd'hui dans la jeunesse rapporteront sur plusieurs décennies

Session 1 : Résultats de la COP 24 (Pologne) et préparation pour la COP 25 (Chili)

La Conférence des Parties (COP) dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a lieu chaque année pour surveiller et promouvoir la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Ces négociations proposent un cadre directeur pour l'agenda et les stratégies climatiques nationales. Comprenant l'importance de ces rencontres, cette session avait pour but de familiariser les participants avec les effets de la COP24, en particulier avec le paquet climat de Katowice, un ensemble de modalités, de procédures et de directives pour la transparence ayant des conséquences sur la mise en œuvre nationale de l'Accord de Paris. Elle visait également à apporter des opinions sur les thèmes principaux de la COP25 et sur la façon de les appliquer au travail parlementaire en Amérique et aux Caraïbes.

Cette session a été modérée par la membre de l'Assemblée nationale **Naomí Samidin** (Suriname). La première [présentation](#) sur les effets de la COP24 a été effectuée par **Carlos Fuller**, agent de liaison international et régional du Centre de la Communauté caribéenne sur le changement climatique et président de l'Alliance des petits États insulaires. M. Fuller a parlé de la gravité qu'il y aurait à ne pas respecter l'objectif de 1,5 °C, en particulier dans les Caraïbes. Dans le cadre du paquet climat, il a expliqué les directives élaborées pour le cadre de transparence qui demande aux parties de faire des rapports sur leurs émissions et leurs réductions, les façons dont les CDN sont mises en place, les impacts climatiques les concernant et leur stratégie d'adaptation, l'appui financier qu'ils offrent ou reçoivent, ainsi que les échéances de ces rapports et du bilan mondial.

Le président de la Chambre des députés **Iván Flores** (Chili) [a présenté](#) l'objectif de la [COP25](#). Il a affirmé l'existence de la crise climatique et le rôle que les humains ont joué dans son apparition. Il a précisé que la COP25 sera une rencontre qui exigera des parties qu'elles apportent des actions concrètes, non seulement pour élever l'ambition mais pour mettre en œuvre l'Accord de Paris. La [COP25](#) soulignera des thèmes tels que les océans, les glaciers, la biodiversité, les forêts, l'adaptation, les villes, les énergies renouvelables, l'économie circulaire et l'électromobilité. Le président Flores a expliqué pourquoi les parlements sont essentiels pour élever l'ambition et garantir que les droits des communautés vulnérables soient entendus, ainsi que l'importance de la collaboration des parlements avec le pouvoir exécutif pour créer des solutions climatiques globales. Il a affirmé que seuls deux pays dans le monde (la Norvège et la Suède) ont adopté des textes législatifs visant à atteindre la neutralité climatique et que cela montre la nécessité d'agir des parlements. Pour finir, il a mentionné que le Chili s'est engagé à devenir neutre en carbone d'ici 2050 et qu'il s'agit d'une opportunité d'œuvrer au sein du parlement pour en faire une réalité. Depuis, la Chambre des députés a récemment adopté une [résolution](#) pour soumettre un projet de loi sur la neutralité carbone.



“ Nous n’avons que jusqu’à 2030 pour réduire nos émissions de 50 % et atteindre l’objectif de 1,5 °C... 2020 doit être l’année de nouvelles CDN qui devront être beaucoup plus ambitieuses car les CDN actuelles nous mènent vers une augmentation de 3 °C et nous devons la réduire de façon drastique pour respecter notre objectif initial. ”



Carlos Fuller, agent de liaison international et régional du CCCCC et président de l’Alliance des petits États insulaires

Iván Flores, président de la Chambre des députés (Chili)



“ Les parlements ont un rôle important dans la politique et sont par conséquent des éléments fondamentaux de la lutte contre le changement climatique et ses effets nuisibles que nous observons. Chers collègues, nous devons être plus ambitieux dans la réduction de nos émissions et nous devons encourager la participation d’acteurs non étatiques dans les différents efforts conjoints. ”

Points de discussion principaux

Ces présentations ont été suivies d’une session de dialogue avec les parlementaires participant, qui ont parlé de leurs expériences et des pratiques de leurs pays respectifs, pour créer des points de discussion principaux :

- Le bilan mondial permettra aux pays de préciser les ressources dont ils ont besoin et qu’ils reçoivent afin d’aider à identifier ce qui est nécessaire pour permettre aux pays en développement d’agir;
- Il existe un manque d’informations et de données quantitatives sur les impacts du changement climatique dans les Caraïbes ainsi qu’un besoin d’améliorer les systèmes d’alerte précoce sur ces impacts;
- L’Institut de météorologie et d’hydrologie des Caraïbes organise le [Forum sur l’évolution probable du climat dans les Caraïbes](#) qui produit des prévisions climatiques régionales utiles aux décideurs;
- La contribution des émissions des petits États insulaires en développement (PEID) est minime comparée à celle des autres pays développés. Pourtant les PEID prennent des actions climatiques audacieuses montrant l’exemple au reste du monde; montrant que s’ils peuvent le faire alors les pays aux ressources plus nombreuses peuvent aussi agir;
- L’équilibre entre la croissance économique et le développement durable est difficile à trouver mais il faut s’assurer de donner la priorité aux préoccupations environnementales;
- Le financement climatique est difficile d’accès pour certains pays dû à la grande quantité de documents et de ressources requises pour en faire la demande.

Temps forts de pays adoptant des actions climatiques innovantes

La membre de l'Assemblée législative **Paola Vega** (Costa Rica), présidente du Comité spécial permanent pour l'environnement, [a présenté](#) le Plan national de décarbonation de son pays. Mme Vega a expliqué que malgré la promotion de ce plan, il existe toujours une opposition interne, mais que le pays est déterminé à faire aboutir ce plan, démontrant l'importance de la volonté politique. Une des façons dont le Costa Rica cherche à surmonter ces obstacles consiste à voir ce plan d'un point de vue économique, montrant que l'inaction climatique entraînera des baisses du PIB. Ce plan vise à faire émerger une économie verte, sans émissions, résiliente et équitable ne laissant personne pour compte. Elle a souligné les différentes réformes législatives nécessaires pour mettre ce plan en œuvre, y compris une réforme de la loi sur la gestion intégrale des déchets et de celle sur le carburant.

La membre du Congrès **Ana María Choquehuanca** a fait part de l'expérience du Congrès du Pérou lors de la création d'un groupe vert multipartite au sein du parlement. Durant sa [présentation](#), Mme Choquehuanca, coordinatrice du groupe vert multipartite, a expliqué le processus et les étapes qu'a suivi le Congrès pour faire de ce groupe vert une réalité sous sa direction. Elle a souligné l'importance de créer un groupe favorisant des initiatives vertes dans les parlements en collaboration avec le pouvoir exécutif et les acteurs concernés portant des initiatives similaires.

Les membres de l'Assemblée nationale **Grace Watamaleo** et **Riad Nurmohamed** ont présenté un aperçu des actions climatiques entreprises par le parlement du Suriname. Cette [présentation](#) était axée sur les actions de renforcement des capacités lancées par l'Assemblée nationale afin d'améliorer la mobilisation et les connaissances des parlementaires en matière de changement climatique grâce à des visites de terrain, des rapports et des présentations par des acteurs pertinents, ainsi qu'une réunion ou un atelier mensuel sur le changement climatique. Mme Watamaleo [a présenté](#) les efforts récents du parlement sur des questions liées à la réduction des risques de catastrophe et à l'adaptation au changement climatique.



Le fait que nous soyons des politiciennes et des politiciens dans ces espaces est important car nous devons comprendre le lien entre les intérêts privés et l'environnement.



Paola Vega, membre de l'Assemblée législative (Costa Rica)

Nous devons inverser les conditions qui nous ont maintenus dans un état passif. La politique ne doit pas être un obstacle à la protection de l'environnement. La politique et les partis politiques ne peuvent pas en soi empêcher de garantir la conservation de l'environnement, le développement durable et la survie de nos citoyens dans des conditions minimales.



Ana María Choquehuanca, membre du Congrès (Pérou)

Session 2 : Agir pour le climat et bâtir la résilience grâce au pouvoir de la législation

La deuxième session était structurée de sorte à examiner le statut de l'Amérique et des Caraïbes en termes d'état de l'environnement dans la région et des impacts sur le changement climatique actuels et projetés; d'actions législatives entreprises pour améliorer la qualité de l'environnement; et de la façon dont les parlementaires peuvent renforcer ou propager ces bonnes pratiques pour promouvoir le développement durable.

Pour commencer la session, **Keisha Garcia**, experte du GEO-6 et ancienne présidente de la fondation Cropper, a présenté un résumé du [rapport spécial du GIEC sur les impacts d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C](#) et du [rapport GEO-6](#). Comme l'a expliqué Mme Garcia, les rapports GEO sont composés d'évaluations régionales contribuant à une évaluation mondiale, laquelle examine les études existantes sur l'environnement à partir de questions posées par des parties prenantes (comme les législateurs). Mme Garcia a affirmé que le changement climatique a des effets négatifs sur des services écosystémiques et qu'il augmente le taux d'extinction d'espèces, le stress hydrique, le nombre de phénomènes extrêmes et l'insécurité alimentaire. Elle a souligné la nécessité d'intégrer des considérations de changement climatique dans tous les secteurs.

En tant que petit État insulaire, Antigua-et-Barbuda ne peut pas changer le monde, mais nous avons décidé de changer les quelques kilomètres carrés que nous occupons et en cela, nous avons commencé à changer le monde. J'espère que cette rencontre sera le tremplin d'une véritable réponse mondiale ou au moins régionale afin d'aller d'une économie linéaire vers une économie circulaire .



Osbert Richard Frederic, vice-président du Sénat (Antigua-et-Barbuda)



Les gouvernements nationaux ont le rôle essentiel de se demander comment agir aux niveaux national et sous-national pour informer leurs cadres législatifs et politiques. Lorsque nous préparons des rapports GEO et IBIS, nous invitons les législateurs à participer au processus, mais le taux de réponse est très faible. Je vous encourage donc à vous impliquer dans ces processus et à collaborer via un dialogue continu. La coopération entre scientifiques et législateurs est l'aspect le plus important pour produire des données et du savoir.



Keisha Garcia, experte du GEO-6 et ancienne présidente de la fondation Cropper



Après la présentation d'ouverture de cette session, les participants ont échangé des bonnes pratiques législatives pour aborder des thèmes concrets liés au changement climatique :

➡ Le représentant **César Pachón** (Colombie) a parlé d'agriculture durable, en insistant sur la nécessité de travailler avec des agriculteurs issus de zones rurales, de protéger leurs droits et de promouvoir l'agriculture auprès des jeunes. Il a mentionné l'importance des paramos colombiens et la nécessité de protéger ces écosystèmes si uniques et vitaux qui sont source d'eau douce pour une grande partie de la population nationale.



➡ La membre de l'Assemblée nationale **Ana Belén Marín** (Équateur) a présenté l'expérience et le travail de son pays dans l'élaboration de la loi organique sur la gestion des risques et des catastrophes et a expliqué que ce texte a été rédigé conformément aux priorités du Cadre de Sendai, grâce au Protocole parlementaire pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique élaboré par ParlAmericas en collaboration avec l'UNISDR.



➡ Le professeur et docteur **Sewnath Naipal** de l'Université Anton de Kom (Suriname) a parlé des impacts d'un monde qui se réchauffe, comme la hausse du niveau de la mer causant des inondations plus fréquentes dans les régions de faible altitude, l'augmentation de l'érosion des zones humides côtières et un changement de la composition de l'eau dû à l'intrusion d'eau de mer. Pour aider à lutter contre cela, il a démontré que les mangroves sont des espèces essentielles à l'adaptation climatique car elles aident à atténuer un grand nombre de ces impacts.



➡ O Vice-Presidente do Senado, **Osbert Richard Frederick** (Antígua e Barbuda), compartilhou como as mudanças climáticas, por meio de desastres, impactaram drasticamente Antígua e Barbuda e, portanto, a necessidade crítica de empreender a mitigação das mudanças climáticas. Compartilhou a liderança do país em ser o primeiro a proibir plásticos de uso único, bem como as ações legislativas associadas usadas para sua aplicação. Além disso, seu papel no lançamento da [Declaração de Antígua e Barbuda](#) na eliminação de plásticos de uso único.



➡ L'honorable sénateur **David Wells** (Canada) a parlé de la méthode du nœud papillon, une stratégie permettant de créer des réglementations qui minimisent les risques environnementaux associés à l'extraction de ressources. Le sénateur Wells a précisé l'importance d'avoir une approche fondée sur les objectifs plutôt qu'une approche normative afin de permettre une prise de décisions et des résultats plus informés. Au lieu de fournir une liste de contrôle aux industries, la réglementation devrait se concentrer sur les domaines à évaluer. Les parlementaires disposent d'outils pour améliorer les pratiques industrielles à travers les cadres législatifs et réglementaires, et ont par conséquent une influence positive sur l'industrie.



Session 3 : Surmonter les obstacles et saisir les opportunités pour la mise en place de mécanismes de marché du carbone et hors marché

L'article 6 de l'Accord de Paris fait référence à des mécanismes de marché et hors marché. Il fait toujours débat et sera un point de discussion lors de la prochaine COP25. L'objectif de cette session était de comprendre les différences entre les mécanismes de marché et hors marché et d'apprendre comment ils peuvent se révéler importants pour encourager la collaboration et l'adoption de mesures par différents acteurs pour réduire les émissions de carbone et s'adapter au changement climatique.

Carlos Ruiz-Garvia, coordinateur du Centre de collaboration régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes de la CCNUCC, [a présenté](#) un aperçu des thèmes de la session, dont les domaines principaux de l'Accord de Paris, et le rôle de la CCNUCC et du Centre de collaboration régionale, ainsi que les avantages que représente l'article 6, et des exemples de marchés du carbone pour l'atténuation climatique dans la région. Comme l'a expliqué M. Ruiz-Garvia, l'article 6 peut servir d'outil pour induire la coopération entre les acteurs, y compris dans le secteur privé, afin de mettre en œuvre les CDN et de décarboner l'économie, ainsi que pour promouvoir le développement durable à travers le cadre des CDN. Il permet également de tenir les pays pour responsables en quantifiant les actions entreprises par ces derniers. Grâce au bilan mondial, ces actions peuvent être mesurées pour déterminer si elles sont suffisamment ambitieuses pour atteindre l'objectif global de l'Accord de Paris.

La députée **Nelly Lenz Roso** (Bolivie) [a présenté](#) un exemple de mécanisme hors marché, Elle a parlé de la loi bolivienne sur la Terre Mère et du travail du pays pour protéger les forêts grâce à un mécanisme conjoint. Mme Lenz a également mentionné une « Plateforme autochtone » (*Plataforma Indígena originaria campesina de lucha contra el cambio climático*) permettant d'inclure les peuples autochtones dans la création de solutions climatiques.

Ensuite, le président de l'Assemblée **Arthur E. Holder** (La Barbade) a fait part d'un autre exemple de mécanisme hors marché et [a présenté](#) l'expérience de son pays dans l'utilisation d'incitations fiscales pour appuyer les pays dans la transition vers des énergies renouvelables et pour réduire leur dépendance aux énergies fossiles en s'attaquant à l'offre et à la demande. Le président Holder a décrit les différentes [incitations fiscales déployées](#) couvertes par huit textes législatifs visant à encourager les propriétaires de biens immobiliers, les entreprises, les actionnaires, et les institutions financières à investir ou à utiliser des technologies d'énergies propres.

En tant que parlementaires, vous pouvez non seulement soutenir les pays dans le processus de négociation, mais une fois les résultats et les règles de l'article 6 établies, vous pouvez également surveiller que ces initiatives soient correctement mises en place via l'activité législative, et même contrôler les engagements que les gouvernements prennent dans le cadre de leurs CDN.



Carlos Ruiz-Garvia, coordinateur régional - Centre de collaboration régionale, Amérique latine et Caraïbes, CCNUCC



Après ces présentations, M Ruiz-Garvia a facilité un dialogue entre les intervenants et les participants . Les points de discussion comprenaient :

- les difficultés que représentent les mécanismes de réglementation et de contrôle du marché, tenant compte du fait qu'un cadre de transparence renforcé pourrait aider à améliorer sa responsabilité;
- et le besoin de poursuivre l'incitation à diminuer les émissions afin de protéger l'intégrité de l'environnement et la façon dont une analyse coût-bénéfice peut aider à valider ce travail important.
- Enfin, on a observé que les parlementaires peuvent jouer un rôle essentiel dans l'influence des priorités des équipes de négociations de leurs pays à la COP en posant des questions pour connaître ces priorités et encourager à élever l'ambition.

“ La participation des peuples autochtones est importante pour renforcer ces approches hors marché alternatives. Il est essentiel de les inclure dans l'élaboration de politiques sur le changement climatique et sur d'autres sujets puisque du point de vue de la Terre Mère, une relation saine entre les humains et la nature est d'ordre complémentaire et coopérative, et non commerciale . ”



Nelly Lenz Roso, députée (Bolivie)

“ Le gouvernement de la Barbade reconnaît entièrement que le secteur public ne peut pas lutter seul contre le changement climatique. Il est par conséquent important qu'il existe des efforts collaboratifs entre les secteurs privé et public. C'est pourquoi nous avons créé ces incitations fiscales. ”



Arthur E. Holder, honorable président de l'Assemblée (La Barbade) et membre du Conseil de ParlAmericas



Session 4 : Élever l'ambition et accéder au financement climatique



L'Accord de Paris établit que les pays développés doivent fournir et mobiliser un financement climatique et aider les pays en développement à atténuer et à s'adapter au changement climatique. Cette session a apporté des informations clés sur ce qu'est le financement climatique, a examiné et présenté des fonds disponibles pour les pays d'Amérique et des Caraïbes, et a montré comment augmenter les capacités pour rendre le financement climatique plus accessible. Au début de la session, les participants ont reçu le [Précis sur le financement climatique : Mécanismes et opportunités pour l'Amérique latine et les Caraïbes](#) de ParIAmericas, une courte publication résumant ce qu'est le financement climatique et quels sont les instruments et les ressources de financement disponibles.

Pour répondre à l'exigence d'élever l'ambition, l'honorable ambassadeur et conseiller du Cabinet du Président - Coordination environnement, **Robby Ramlakhan** (Suriname), [a expliqué](#) que le Suriname relève ce défi en mettant en œuvre des politiques environnementales pertinentes et inclusives et en entreprenant une importante action climatique. L'ambassadeur Ramlakhan a souligné que le Suriname œuvre à préserver la nature et à protéger ses forêts (le Suriname est couvert d'arbres à 93 %) afin de bénéficier des services écosystémiques que la nature lui prodigue. Il a également mentionné la [Déclaration commune du Krutu de Paramaribo sur la mobilisation du financement climatique pour une couverture forestière importante et un taux de déforestation faible \(HFLD\)](#), adoptée lors de la Conférence HFLD sur la mobilisation du financement climatique organisée au Suriname.

Dr **César Falconi**, représentant de la Banque interaméricaine de développement au Suriname, [a présenté](#) les fonds mis à disposition par des banques multilatérales et a expliqué que beaucoup d'entre elles ont pour objectif de consacrer une certaine part de ces fonds aux efforts contre le changement climatique. La BID a créé [NDC invest](#), une ressource visant à aider les pays à transformer leurs CDN en plans d'investissement réalisables. Dr Falconi a observé que pour avoir accès à ces financements climatiques, un pays doit savoir qu'il peut y avoir accès, avoir la capacité de mettre en œuvre son projet et obtenir des résultats. Il a insisté sur le fait que le secteur public doit s'impliquer et qu'une stratégie populaire consiste à utiliser des obligations vertes.

Dr **Victor Viñas**, membre du conseil représentant l'Amérique latine et les Caraïbes au Fonds d'adaptation et au Fonds vert pour le climat, les deux faisant partie du Mécanisme financier de la CCNUCC, [a présenté](#) le Mécanisme de financement climatique. Pendant sa présentation, il a abordé le sujet des pertes et dommages et a expliqué qu'il y a une forte demande de la part des pays caribéens pour les inclure dans l'Accord de Paris, même si certains pays s'y opposent toujours. Il a observé que le financement climatique est complexe et effectivement difficile à obtenir, mais que les petits États peuvent y avoir accès en tirant profit du soutien et des institutions déjà autorisées.



Vous aurez et continuerez d'avoir tout notre soutien. Je suis votre allié, je suis là. Utilisez-moi, pour me poser des questions ou quoi que ce soit d'autre. Si votre pays n'a pas de représentant au sein du Fonds vert pour le climat ou du Fonds d'adaptation, vous pouvez m'écrire et je vous pourrai vous aider.



Victor Viñas, membre du conseil représentant l'Amérique latine et les Caraïbes au Fonds d'adaptation et au Fonds vert pour le climat

Suite aux présentations, les participants ont souligné les points suivants :

- Certains des pays qui devraient postuler aux fonds disponibles, en particulier ceux qui ont le moins de ressources, n'ont pas les capacités techniques ni le temps de le faire car il y a trop de démarches administratives;
- Des partenariats stratégiques devraient être créés entre organisations et/ou acteurs afin de permettre aux projets d'attirer plus facilement des financements;
- Les projets intégrant une analyse sensible au genre et aux jeunes et qui répondent aux besoins des groupes les plus vulnérables sont plus susceptibles de trouver un financement;
- Pour attirer plus de financements et encourager d'autres acteurs à contribuer à un projet, les États peuvent profiter de leurs financements actuels pour obtenir davantage ou tirer profit de leurs CDN.
- aumentar seus financiamentos atuais para obter maior ou similar aumento dos NDCs de seus países.



Le changement climatique est important dans notre création de législation, nous ne pouvons pas faire comme s'il n'existait pas. Chaque jour, nous ressentons les effets du changement climatique. C'est pourquoi nous avons intégré cette problématique dans notre politique environnementale, car nous croyons qu'il est impossible de parler de développement durable sans penser à l'impact du changement climatique. On ne peut pas exécuter une politique sans avoir le texte législatif nécessaire pour l'appuyer.



L'Hon. **Robby Ramlakhan**, ambassadeur et conseiller du Cabinet du Président - Coordination environnement (Suriname)



L'efficacité et la durabilité des efforts de financement climatique requièrent un cadre politique fort. L'utilisation des fonctions représentative et de contrôle législatif des parlements peut être très utile pour promouvoir, mettre en œuvre et suivre les efforts de lutte contre le changement climatique. Les parlements peuvent aider à influencer le financement climatique et le budget à allouer à ces efforts.



César Falconi, représentant de la Banque interaméricaine de développement au Suriname

Visite de terrain

Dans le cadre de cette rencontre, les délégués ont réalisé une visite de terrain à [Weg nar Zee](#), une région côtière de faible altitude très vulnérable face à la future hausse du niveau de la mer due au climat. Dans le prolongement des sessions de cette rencontre sur l'adoption d'une action climatique, la visite de terrain leur a permis de se représenter physiquement une solution efficace. Le professeur **Dr Naipal** a expliqué aux participants comment il utilise les mangroves en tant qu'outil d'adaptation climatique à travers le projet *Building with Nature* (« Construire avec la nature »). Les participants ont pu voir d'eux-mêmes que replanter des mangroves dans cette zone aide à réduire l'érosion, à atténuer les impacts de la hausse du niveau de la mer et à redonner vie à cette région.

De plus, les délégués ont participé à une sortie culturelle pour célébrer la Journée des peuples autochtones et rendre hommage au peuple javanais du Suriname.



Points principaux de la déclaration

La 4^e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique s'est achevée avec la lecture de l'[Appel à l'action : Déclaration parlementaire](#) par **Nathalie Grant**, directrice de la division du protocole de l'Assemblée nationale du Suriname. Les processus de dialogue et d'approbation ont été modérés par l'honorable **Jennifer Simons** (Suriname), présidente de l'Assemblée nationale et hôtesse de la rencontre. Parmi les engagements adoptés par les délégations réunies pour agir pour le climat et contribuer à la mise en œuvre de l'Accord de Paris conformément aux Objectifs de développement durable pour 2030, les principaux sont, entre autres :

- Nous appelons tous les parlementaires à soutenir activement le travail mis en œuvre actuellement dans nos pays afin de mettre à jour les Contributions déterminées au niveau national (CDN) pour 2020, et à influencer ce processus afin de dépasser le niveau d'ambition des CDN antérieures, atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et intégrer les programmes de conservation dans le contexte des Objectifs de développement durable;
- Nous appelons les gouvernements à publier les données nationales sur les émissions climatiques, les mesures d'atténuation et d'adaptation et les ressources publiques allouées à cet effet dans un format ouvert afin de renforcer le contrôle parlementaire et d'augmenter la responsabilité, ainsi que de promouvoir la collaboration et l'innovation à travers tous les secteurs et niveaux pour progresser vers l'atteinte des CDN et des objectifs de l'accord de Paris;
- Nous appelons les parlementaires à étudier notre législation et nos cadres politiques nationaux concernant le changement climatique et l'environnement, en examinant les endroits où de nouveaux textes ou réformes sont nécessaires, ainsi qu'à échanger de bonnes pratiques législatives au sein de l'hémisphère afin de contribuer aux avancées vers une transition équitable;
- Nous appelons les parlementaires à reconnaître l'importance de la science du climat et des données scientifiques, afin d'examiner l'état environnemental actuel et futur de nos pays, et de prendre des décisions et des actions climatiques basées sur des faits;
- Nous appelons les parlementaires à habiliter les jeunes et à reconnaître la valeur de leurs appels à l'action en s'assurant qu'ils soient des partenaires actifs lors de processus décisionnels liés au climat, aux niveaux national et international;
- Nous appelons les gouvernements et les parlementaires à reconnaître les femmes en tant que parties prenantes essentielles et à renforcer leur participation dans les processus décisionnels et politiques liés au climat;
- Nous appelons les pays qui émettent le plus d'émissions de carbone dans le monde à reconnaître leur capacité et leur responsabilité supplémentaire pour réduire efficacement les émissions au cours des dix prochaines années afin de contribuer à sauver le monde d'une catastrophe climatique.
- Nous appelons les acteurs et partenaires multilatéraux et de l'hémisphère à renforcer la participation des parlementaires dans tous les processus de négociation relatifs au changement climatique, et à créer des espaces pour un dialogue et des partenariats continus;

Parlements Représentés



Antigua-et-Barbuda



Chili



El Salvador



Pérou



La Barbade



Colombie



Grenade



Sainte Lucie



Bolivie



Costa Rica



Jamaïque



Saint-Vincent-et-les-Grenadines



Canada



Équateur



Mexique



Suriname

Comité Exécutif du Réseau Parlementaire sur le Changement Climatique

Au cours de cette rencontre, tous les postes du Comité exécutif du Réseau ont été soumis à élection. Il est désormais composé des membres suivants :

Ana Belén Marín

Présidente

Membre de l'Assemblée nationale, Équateur

Rosa Galvez

Vice-présidente - Amérique du Nord

Sénatrice, Canada

Paola Vega Rodríguez

Vice-présidente - Amérique centrale

Membre de l'Assemblée législative, Costa Rica

Andy Daniel

Vice-président - Caraïbes

Président de l'Assemblée législative, Sainte-Lucie

Ana María Choquehuanca de Villanueva

Vice-présidente - Amérique du Sud

Membre du congrès, Pérou

Jennifer Simons

Vice-présidente suppléante - Amérique du Sud

Présidente de l'Assemblée nationale, Suriname

Canada



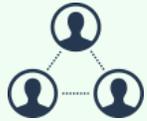
Cette rencontre a été possible grâce au soutien généreux du Parlement du Suriname et du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

ParlAmericas Podcasts

Abonnez-vous au podcast de ParlAmericas sur [iTunes](#) et [Google Play](#) pour accéder aux épisodes, y compris cette intervention, et d'autres présentations de cette Rencontre, ainsi que d'autres activités dans la région.



PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé de **35 ASEMBLÉES LÉGISLATIVE** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas

703-155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : +1 (613) 947-8999

www.parlAmericas.org | info@parlAmericas.org

